



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

La propagande raciste avant et pendant le génocide des Tutsis du Rwanda. Interview de Félicité Lyamukuru, présidente d'Ibuka-Belgique

Mélanie Moreas
HE2B Defré

Mars 2019

Il y a 25 ans, le 7 avril 1994, commençait le génocide des Tutsis au Rwanda qui fera près d'un million de victimes. L'association Ibuka-Mémoire et Justice perpétue leur mémoire. La présidente d'Ibuka-Belgique, elle-même rescapée, Félicité Lyamukuru, revient ici sur le développement de la propagande raciste, depuis les années 1950 jusqu'au déclenchement du génocide.

Quand et comment la propagande raciste à l'encontre des Tutsis s'est-elle développée au Rwanda ?

C'est toute la période avant le génocide de 1994. Les pogroms antitutsis ont existé très tôt, depuis 1959, avec les incendies systématiques des maisons, suivis de pillages des biens et de massacres de Tutsis. De ces troubles est né l'exil des Tutsis qui n'allait se terminer qu'en 1994, avec le retour au pays de ces réfugiés¹.



Avec ces pogroms, une sorte de propagande s'est mise en place, notamment par l'enseignement de l'histoire du Rwanda dans les écoles. Par exemple, quand on parlait de la monarchie, on la disait meurtrière pour culpabiliser les Tutsis. C'est une propagande qu'on retrouvait surtout à travers les chants. C'était un moyen sournois. Ceux qui « entendaient » bien, comprenaient qu'il s'agissait de discours contre les Tutsis.

Les événements ont pris une autre tournure après le coup d'État de 1973, quand Habyarimana, soutenu par les Hutus du Nord, a renversé Grégoire Kayibanda. En effet, Juvénal Habyarimana venait du Nord et Grégoire Kayibanda venait du Sud. Ce n'était plus les Tutsis contre les Hutus, mais une séparation entre le Nord et le Sud. Les souffrances des Tutsis ont été voilées par ce changement. Ce qui ne signifie pas que la propagande se soit arrêtée, puisqu'il y avait des discriminations dans les écoles, au travail, etc. À cette époque, il y avait une volonté des Tutsis du Rwanda de « passer au-dessus » de ces discriminations, même des massacres, tel un conditionnement, et d'aller de l'avant, de ne pas relever les nouvelles manières de discriminer.

¹ Voir Antoine Mugesera, *Les conditions de vie des Tutsi au Rwanda de 1959 à 1990*, Kigali, Édition Dialogue / Miélan, Izuba Éditions, 2014, p. 17.

À l'école primaire, je me souviens que mes parents étaient effarés de ce que nous apprenions à l'école. Nous apprenions que les Tutsis tuaient les Hutus. Nous apprenions aussi que la reine mère (tutsie) devait planter une lance dans le corps de bébés hutus pour garder son trône. C'était écrit dans les manuels d'histoire et nous pensions que c'était comme cela. Ce qui était enseigné était vrai parce que c'était écrit. Cette discrimination a engendré des quotas dans les écoles et dans les domaines de l'emploi².

À la fin des années 1980, le régime d'Habyarimana s'est consolidé. Les réfugiés qui demandaient le retour au pays n'obtenaient pas l'autorisation de rentrer. Dans ses discours, le président Habyarimana clamait qu'il n'y avait pas de place pour eux, car le Rwanda était un pays trop petit. Une autre forme de violence pour ces personnes qui avaient leur famille au Rwanda. C'est un discours auquel personne ne s'opposait. Les gens avaient peur.

Il n'y avait plus de massacres comme avant. Nous apprenons beaucoup de choses de cette époque maintenant. Les anciens pensaient qu'il fallait se taire pour s'en sortir. Quant aux médias, citons la radio nationale « Radio Rwanda » qui diffusait lesdits chants et messages ainsi que le journal catholique *Kinyamateka* pour lequel les articles racistes ne pouvaient pas être censurés, car cette presse écrite avait des liens amicaux avec l'État.

Quels médias alliés à la propagande raciste ont vu le jour avant 1994 ? Existait-il des médias qui s'y opposaient ?

Dans les années 1980, presque chaque famille avait un poste de radio. Chaque paysan avait aussi un poste radio. Comme il n'y avait que Radio Rwanda qui diffusait, c'était le seul moyen d'atteindre le peuple. Donc, tout le monde écoutait les mêmes chants, les mêmes discours, les mêmes programmes. Cette radio était la voix du gouvernement.

De plus, l'ORINFOR (Office rwandais de l'information) « veillait à ce que la presse écrite et Radio Rwanda relaient les appels aux meurtres à peine déguisés des discoureurs publics, politiques ou militaires³. » Depuis 1990, cet organisme était dirigé par Ferdinand Nahimana, « un brillant historien ». Après les Accords d'Arusha, il deviendra ministre de l'Enseignement supérieur et de la Culture. Il fera partie des fondateurs de la RTLM (La Radio/Télévision Libre des Mille Collines). En 1996, il sera arrêté au Cameroun et condamné à perpétuité par le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

La RTLM apparaît en juillet 1993. Elle a été créée à l'image du processus génocidaire qui se mettait déjà en place. Au début, tout le monde aimait bien cette radio. Quand j'étais jeune, j'appréciais son humour décontracté, ses grossièretés, elle passait les tubes du moment. Elle était bien pensée. Elle était très attirante ! Elle était branchée !

² « Suite aux violences de 1973, dont un des objectifs était de faire déguerpir les Tutsis de ces écoles, le régime de la Deuxième République avait décidé l'application rigoureuse des quotas ethniques. [...] Ces quotas étaient appliqués dans l'enseignement secondaire et supérieur et dans l'emploi, tant public que privé. »

Jean-Paul Kimonyo, *Un génocide populaire*, Éditions Karthala, 2008, p. 79.

³ Les médias de la haine à perpétuité. En ligne : http://www1.rfi.fr/actufr/articles/048/article_26848.asp, consulté le 21 novembre 2018.

Ses premières diffusions musclées correspondent au moment des Accords d'Arusha. Elle change de visage : elle diffuse des insultes de façon décontractée, elle dénigre les Casques bleus belges, elle dénigre les Accords d'Arusha, etc. Il y a eu un vrai tournant, c'était choquant ! Elle osait ce que Radio Rwanda n'osait pas, car c'était une radio privée.

En parallèle, Radio Rwanda existait encore : elle a continué ses émissions habituelles. Elle n'a jamais dénoncé les massacres. Ces médias étaient complices. Malgré tout, les gens étaient nostalgiques et cette radio nous tenait compagnie. Il y avait parfois de belles émissions. Nous écoutions, car c'était notre vie.

En quoi consistait la propagande raciste qui s'affichait dans ces organes de presse proche du pouvoir d'Habyarimana ?

Dès les premières attaques du FPR en 1990, plusieurs partis politiques sont nés. Au même moment apparaissaient de nouveaux journaux. Nous avons l'impression que c'était une ouverture sur la liberté d'expression. Par exemple, le journal *Kangura*, qui était la version écrite de la RTLM, publiait des caricatures. Sa diffusion était énorme puisque nous étions nous-mêmes obligés de l'acheter. Quand je sortais de l'école, je m'organisais pour passer à la boutique pour acheter un exemplaire et je le « dévorais ». Nous avons l'impression que ce qui allait nous arriver était écrit. Ce journal donnait l'information de façon croustillante et crue. C'était très cruel ! Le lendemain de la parution des articles, nous pouvions observer les réactions des gens aux coins des rues et des bars. Il y a eu également des journaux d'opposition, avec une volonté de dénoncer les discriminations et toutes les actions du gouvernement d'Habyarimana. Nous avons l'impression qu'il y avait une balance. C'était réconfortant. En 1994, ces journalistes de l'opposition ont été rapidement tués.

Quels furent les rôles joués par les radios et la presse écrite lors du génocide des Tutsis du Rwanda en 1994 ?

La presse écrite a connu moins de stabilité pendant le génocide. La Radio Télévision Libre des Mille Collines est considérée comme le quartier général du génocide. Quelques jours avant le 6 avril⁴, nous entendions à la RTLM un message qui disait : « attention, il va se passer quelque chose d'ici deux jours. » Nous prenions tous très au sérieux cette radio. Quand l'avion a été abattu, RTLM appelait au meurtre. Les messages insistaient sur le fait de ne pas laisser échapper un seul Tutsi. Ils rappelaient de ne pas oublier que ceux qui avaient fui le Rwanda étaient des bébés. Il fallait tous les tuer. C'était répété à longueur de journée.

Je me souviens que le 7 avril la RTLM donnait les informations sur ceux qui avaient déjà été tués. Par exemple, nous pouvions entendre que tel enseignant ou tel curé, un sacré cafard, a été assassiné. À travers ces messages, la RTLM encourageait les *Interahamwe*. Ces milices étaient toujours incitées à commettre le pire.

⁴ Date à laquelle le Président Habyarimana est assassiné.

À certains moments, des miliciens se sont remis en question. Ils ne voulaient plus aller tuer. Pour les motiver, la RTLM diffusait des messages : « si vous ne les tuez pas, ce sont eux qui reviendront vous tuer. » Je pense que si cette radio n'avait pas émis pendant le génocide, on n'aurait pas atteint le nombre d'un million de personnes massacrées en trois mois. Leurs messages précisaient les « scores » par journée, ils comparaient les nombres de morts entre les communes, ils diffusaient les chiffres par heure... La RTLM s'inscrit dans une forme de rentabilité en encourageant à tuer le plus de victimes dans le plus court laps de temps imparti. La RTLM transmettait aussi des précisions telles que des noms de personnes qui en cachaient d'autres. Autre exemple, elle dénonçait aussi la MINUAR⁵ qui cachait des gens à l'hôtel des Mille Collines afin que personne ne s'échappe. Il y a même eu des gens qui ont arrêté de se cacher, car les informations transmises par la RTLM étaient très précises.

À la fin du génocide, les responsables de la RTLM ont fui avec le gouvernement.



Immeuble depuis lequel la Radio Télévision Libre des Mille Collines diffusait sa propagande pendant le génocide.

⁵ Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.